

de cette époque. L'Etat, disait-on, « empoisonne les fumeurs par ses produits détestables. Fournis par le commerce, les tabacs seraient de bien meilleure qualité et payés beaucoup moins cher. » On criait : « A bas le monopole ! »

Le monopole des tabacs fut donc vigoureusement attaqué et faiblement défendu par ceux qui avaient intérêt à le défendre ; la loi relative au monopole ne fut votée, dans toutes les circonstances, que temporairement ; la question de remplacement fut mise à l'étude pendant plusieurs années et, comme tout se calme à la longue, quand le gouvernement de Juillet fut emporté par la tourmente révolutionnaire, on ne songea plus à attaquer le monopole.

Le second Empire était arrivé autoritaire et fort : il n'était pas facile de faire de l'agitation, surtout en employant les moyens déjà usés consistant à crier : « Plus de droits réunis ! plus de contributions indirectes ! plus de monopole ! » On dut chercher un autre sujet et il fut vite trouvé : les octrois n'avaient pas été attaqués jusqu'alors, on attaqua les octrois. On y était d'autant plus encouragé qu'à tort ou à raison, on prêtait à l'Empereur l'intention de les supprimer.

L'octroi fut donc le bouc émissaire des mécontents de cette époque, bien qu'il soit l'impôt le plus équitable, parce qu'il se répartit en proportion de ce que chacun consomme. Ceux qui ont demandé et qui demandent encore la *suppression de l'octroi* n'ont pas réfléchi que l'impôt en réalité le meilleur, même pour le pauvre, est celui qui convient le mieux à la fortune générale de l'Etat, fortune qui est celle du pauvre beaucoup plus que celle du riche.

De tout temps, le gouvernement a fait comme il a pu, le moins mal qu'il a pu, sans compter que souvent il a